

# **Ce qui est passé sous silence dans le nord-ouest zimbabwéen : interroger la visibilité sociale des conflits en contexte autoritaire**

**AUTRICE**

Zénaïde DERVIEUX

## **RÉSUMÉ**

Au Zimbabwe, les habitants des zones communales du district de Hwange ont été expulsés de leurs terres peu après le début de la colonisation à des fins de production agricole (fermes coloniales) et de conservation de la nature (création des espaces protégés, dont le parc national de Hwange, le plus vaste du pays). Aujourd'hui, les injustices associées à la conservation de la nature demeurent prégnantes. Cette communication propose d'interroger, à partir de matériaux ethnogéographiques, l'a-conflictualité apparente des faits sociaux dans le district de Hwange en tenant compte des situations autoritaires qui entourent les espaces vécus quotidiens. Elle instruit une hiérarchie du visible entre des conflits passés sous silence (occupation de terres, revendications d'accès aux espaces protégés et aux anciennes fermes coloniales) et des conflits qui ne le sont pas (conflits humain-faune).

## **MOTS CLÉS**

conflictualité, invisibilité sociale, parc national de Hwange, Zimbabwe, contexte autoritaire

## **ABSTRACT**

In Zimbabwe, the inhabitants of the communal areas of Hwange District were expelled from their land shortly after the beginning of colonisation for agricultural production (colonial farms) and nature conservation (creation of protected areas, including Hwange National Park, the largest in the country). Today, the injustices associated with nature conservation remain prevalent. This paper interrogates, from ethno-geographic materials, the apparent non-conflictuality of social facts in the Hwange district by taking into account the authoritarian situations that surround the daily lived spaces. It instructs a visible hierarchy between conflicts that are silenced (land occupation, claims of access to protected areas and former colonial farms) and those that are not (human-wildlife conflicts).

## **KEYWORDS**

Conflictuality, Social invisibility, Hwange National Park, Zimbabwe, Authoritarian context

Au Zimbabwe, l'analyse des sociétés qui habitent le district de Hwange est lacunaire. Sur ce territoire, les relations que les habitants entretiennent avec les espaces protégés ont essentiellement été décryptées en termes de conflits entre humains et non-humains, à la fois par les organisations internationales, les pouvoirs publics et les universitaires. Cette lecture en occulte une autre ayant trait à des conflits plus latents, relatifs à l'histoire du territoire et aux injustices d'accès aux ressources et au foncier dans un district situé aux marges de l'État. Dans le Zimbabwe contemporain, les voix des habitants des terres communales du district de Hwange et les hétérogénéités qui animent leur société ont été tuées dans le cadre d'instrumentalisations politiques singulières de l'histoire du territoire (par les autorités coloniales sous la Rhodésie du Sud puis par le parti post-indépendant, au pouvoir depuis 1980). Ces dépossession matérielle et symbolique répétées à l'égard de terres qu'ils occupaient avant la présence coloniale n'ont pas été remises en question après l'indépendance de 1980.

Aujourd'hui, les établissements humains y avoisinent le plus vaste espace protégé du pays, le parc national de Hwange (14 651 km<sup>2</sup>), qui se trouve au cœur d'un tourisme cynégétique vecteur d'injustices. La question de la conflictualité sur ce territoire est marquée par une double tension. D'une part, l'histoire de la fabrique du territoire dessine les contours d'une zone d'étude hautement polymorphe. De l'autre, elle est tributaire de l'essence autoritaire du parti au pouvoir depuis l'indépendance, qui a assis son autorité sur le recours à la violence et à la torture (Compagnon, 2011). En contexte autoritaire, quels conflits font l'objet d'une attention accrue dans une marge territoriale du Zimbabwe ? Au détriment de quels autres conflits ces derniers « valent-ils d'être vus » ? Cette communication entend démontrer que la mise en visibilité des conflits humain-faune par les acteurs de la conservation et du développement tend à occulter des conflits plus ou moins discrets qui engagent les habitants du district sur d'autres fronts.

## **FONCIER ET AUTORITARISME AUX MARGES DE L'ÉTAT**

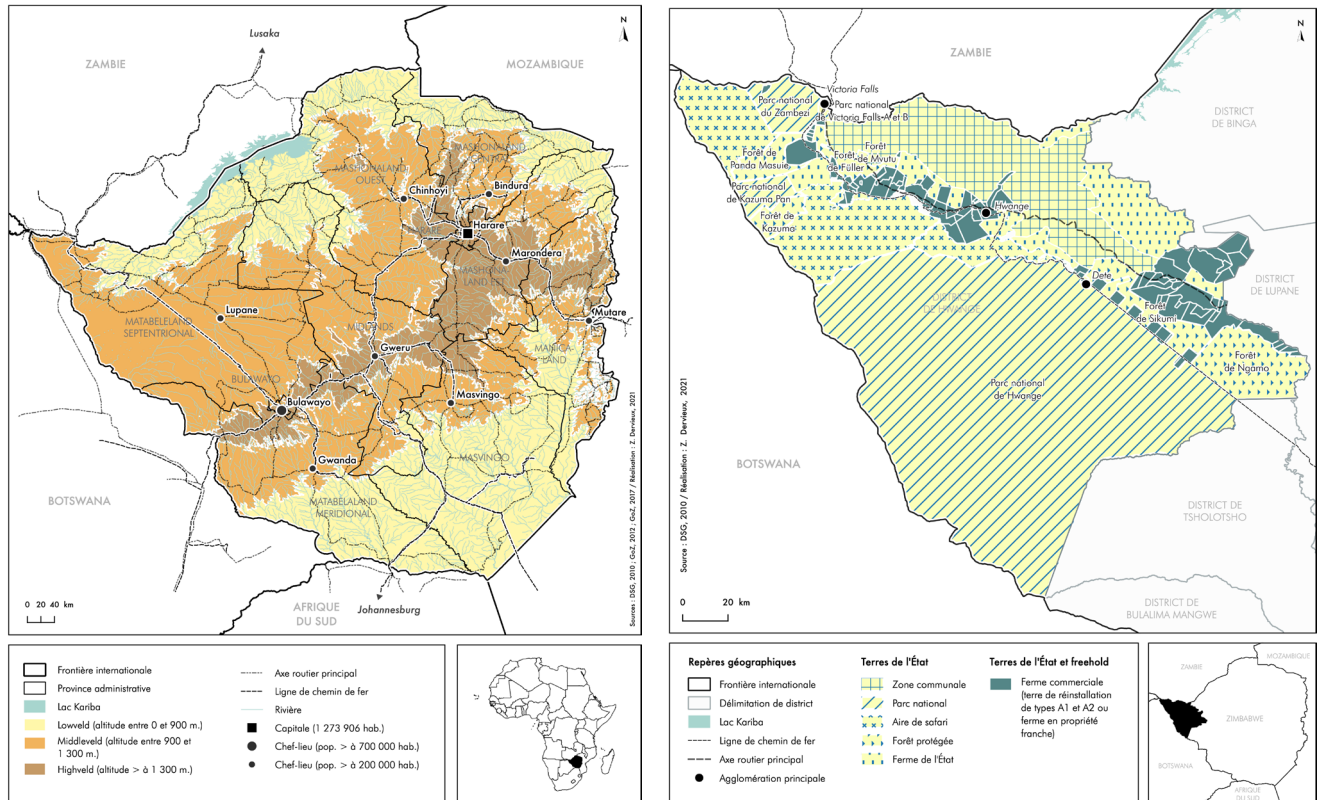
### **Une marge géographique, économique et sociopolitique**

Le district de Hwange, localisé à l'extrême ouest du Zimbabwe dans la province du Matabeleland septentrional (fig. 1), forme une sorte d'enclave géographique entre le Botswana, la Namibie et la Zambie (fig. 2). Il se trouve excentré des réseaux routiers

du pays, mais aussi distancié de la capitale du pays, Harare, et de son deuxième centre économique, Bulawayo. Il abrite une société composée de groupes sociolinguistiques (Ndebele, Nambya, Leya, Dombe) aux histoires contrastées. Dans l'État post-indépendant, l'association du Matabeleland septentrional à un soutien au parti de l'opposition a donné lieu à des rivalités politiques aux conséquences meurtrières, les massacres de Gukuruhundi (1982-1987). La province compte aujourd'hui parmi les plus pauvres du pays et rassemble la plus forte concentration de personnes en situation d'insécurité alimentaire (GoZ, 2014). Le district, en prise à l'aridification de son climat, accueille aussi l'une des densités de population d'éléphants des plus élevées au monde.

Figure 1 (gauche). Découpage provincial et topographique du Zimbabwe  
Sources : Données vectorielles du Department of Surveyor General du Zimbabwe (DSG), 2010 ; GoZ, 2012 ; GoZ, 2017

Figure 2 (droite). Catégories cadastrales dans le district de Hwange  
Sources : Données vectorielles du DSG, 2010



### Une répartition foncière controversée

Le district de Hwange porte l'empreinte de politiques coercitives de conservation de la nature encore à l'œuvre, et ce, en dépit de la politique nationale CAMPFIRE (*Communal Areas Management Programme for Indigenous Resources*) voulue comme exemplaire d'une vision participative de la gestion de la biodiversité. Ce territoire recense un grand nombre de parcs nationaux (cinq sur onze), de forêts domaniales et d'aires de safari, aux gestions excluant pour les riverains. L'ensemble des terres étatiques soumises à un statut de protection représente à ce jour 72 % de sa surface. Ces statuts impliquent des restrictions d'accès et d'usage pour les populations locales, reléguées sur les terres les moins fertiles du district depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Quelques terres détenues en propriété franche, les fermes commerciales, se répartissent aussi de part et d'autre de l'axe routier bitumé reliant les villes de Bulawayo et de Victoria Falls, cette dernière étant renommée pour ses chutes d'eau classées au patrimoine mondial de l'Unesco. Elles concourent au libre déplacement de la faune sauvage et à la démultiplication des interactions entre humains et grands mammifères.

### Documenter des conflits sociaux invisibles

Depuis l'indépendance du Zimbabwe, le parti au pouvoir s'est démarqué par son autoritarisme (recours à la torture, truquage des élections, répressions létales des manifestations publiques, lois restreignant les libertés). Ce contexte a eu des répercussions sur la stratégie de collecte des données (immersions longues, orientation des guides d'enquêtes), menée pendant onze mois entre 2017 et 2019 dans le cadre d'une thèse de doctorat. Pour documenter des conflits rendus inaudibles par un autoritarisme « ordinaire », l'attention a été portée sur les degrés de visibilité dont ils font l'objet pour expliciter ce qui est passé sous silence et ce qui ne l'est pas, en adoptant l'idée que la visibilité sociale des conflits est une clé de lecture majeure de la façon dont se formulent les injustices (Voirol, 2005). À partir de situations narrées par les personnes rencontrées sur le terrain ou directement consignées par observation, le spectre de visibilité des conflits locaux a été exploré ainsi que les façons implicites dont ils renseignent différentes « manières de voir » (*ibid.*).



## UN FAISCEAU DE SITUATIONS CONFLICTUELLES HÉTÉROGÈNE

### La visibilité des « conflits » humain-faune

La lecture des conflits par leurs degrés de visibilité révèle d'abord que les « conflits » humain-faune, qui imprègnent la quotienneté des habitants, sont les plus « vus » socialement. D'après les registres tenus par les autorités administratives du district de Hwange entre janvier 2012 et septembre 2017<sup>1</sup>, les éléphants (fig. 3) figurent à l'origine de 71 % des signalements répertoriés. Les populations de faune sauvage ne sont pas fixées dans le parc, mais migrent au gré des saisons suivant des couloirs écologiques reliant le parc à des habitats de la vallée du Zambèze, ce qui explique la prégnance des interactions avec les pachydermes. Sur la période, un hippopotame a aussi occasionné l'un des cinq décès humains survenus dans les zones communales. Ce mammifère (fig. 4) est perçu par les villageois rencontrés comme l'une des espèces destructrices et prédatrices les plus dangereuses, avec l'éléphant, le crocodile et le lion.

Figure 3 (gauche). Éléphants déambulant le long de la voirie  
Source : Dervieux Z., *Main Camp*, 2018

Figure 4 (droite). Hippopotames d'un point d'eau artificialisé du parc  
Source : Dervieux Z., *Parc de Hwange*, 2018

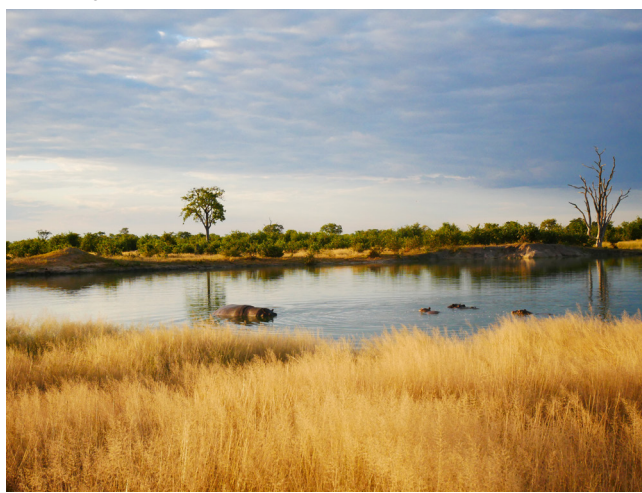


Figure 5. Site sacré de Shangano  
Source : Dervieux Z., *Shangano*, 2017

### Les terres perdues, objets des tensions territoriales

À rebours du consensus dressé par les chercheurs locaux, les matériaux de terrain donnent aussi à voir des tensions latentes à l'égard de difficultés d'accès au foncier et des disputes territoriales en lien avec l'histoire violente du district. Abondants, les conflits qui valent le moins d'être vus ciblent les lieux de vie desquels les habitants ont été expulsés pendant la colonisation. La catégorie désignant les espaces protégés est la plus polémique. Elle suscite des conflits nombreux, divers en termes d'objets et aux degrés d'intensité variables. C'est notamment le cas des ruines de Bumbusi situées dans le parc de Hwange, convoitées par les autorités coutumières pour la pratique de rituels d'appel à la pluie (McGregor, 2005). En second lieu, des rivalités territoriales internes à la société locale et aux découpages administratifs hérités de la colonisation opposent différentes strates du pouvoir traditionnel, ce dont atteste la mainmise de l'un des clans Nambya sur l'accès au site de Shangano (fig. 5). Des revendications se rapportent aussi aux sites sacrés du foncier étatique ou privé non communal et aux pâturages attenants, comme c'est le cas de la source de Tshongwena, située sur des terres de réinstallation<sup>2</sup>.



### L'invisibilité paradoxale d'une parcelle occupée

Le conflit qui compte parmi les conflits les moins « vus » socialement ou, plus exactement, ceux qui sont les plus « tus », concerne une parcelle qui s'étend sur 100 ha de propriété privée. Cette occupation collective, jugée illégale, a abouti à un recours en justice. En 2018, l'appareil judiciaire sommait des villageois du district de Hwange de quitter cette parcelle que certains d'entre

<sup>1</sup> Pour identifier la teneur des « conflits humain-faune » (espèces impliquées, fréquence et intensité des dégâts causés), les registres manuscrits du programme *Problem Animal Control* (PAC) (ou contrôle des animaux « à problème ») sont une source informative.

<sup>2</sup> Les terres de réinstallation ont été introduites par la « réforme accélérée » de 2000 (Compagnon, 2011). Anciennes fermes coloniales détenues par des propriétaires blancs, elles sont passées aux mains d'une bourgeoisie d'État, en particulier des proches du parti au pouvoir.

eux occupaient depuis plusieurs décennies, dans le respect d'un accord informel avec l'un des propriétaires. Ce qui est intéressant dans ce conflit c'est que les personnes concernées par cette interpellation voyaient en l'occupation un retour légitime sur des terres habitées avant la période coloniale. Les enquêtes informent que certaines, ou leurs parents, avaient effectivement été déplacées dans les actuelles zones communales soit au début des années 1920 lors des premières fermes commerciales tenues par des blancs, soit en 1968 au moment de la création de la forêt de Sikumi. Le conflit social n'a pas initialement constitué une défiance majeure concernant la propriété de la parcelle. C'est davantage à mesure de l'évolution du conflit et de sa judiciarisation que le fait d'occuper la parcelle s'est mû en insubordination. Cette occupation, la plus visible des conflits documentés sur le plan perceptif, fait l'objet d'un déni d'attention paradoxal.

## DES RÉSISTANCES SOUTERRAINES AUX ACCAPAREMENTS FONCIERS

### Une relecture critique des « conflits » humain-faune

La littérature abondante produite pour qualifier les « conflits » humain-faune, expression critiquée pour sa qualification implicitement antagoniste des interactions entre humains et non-humains (Peterson *et al.*, 2010), demeure centrée sur l'examen de leurs conséquences socioéconomiques négatives. Dans le district de Hwange, l'appareillage institutionnel consacré aux interactions humain-faune est un puissant révélateur de l'attention sélective dont ils sont la cible. La réduction de ces « conflits » fait l'objet de projets de conservation, de développement et de recherche multiples, ainsi que d'un nombre accru d'enquêtes émises par la sphère académique<sup>3</sup>. Les matériaux de terrain (réunions avec les gestionnaires du parc national) renseignent qu'ils jouissent d'une survisibilisation, orchestrée par les acteurs de la conservation et du développement, qui orientent les politiques publiques vers leur résolution suivant des logiques de « priorisation » (Milian & Rodary, 2010). Ce phénomène, qui impose invariablement la cohabitation, réduit le faisceau des conflits « vus » aux compétitions entre humains et non-humains, ce qui contribue nettement à dépolitiser les problèmes liés à la conservation de la nature (enjeux d'accès, représentation communautaire, compensation, droits de chasse) et à les vider de leur portée protestataire.

Figure 6. Habitat détruit à l'issue du conflit foncier  
Source : Dervieux Z., *Propriété privée*, 2019

### Les vécus quotidiens d'un autoritarisme situé

Profondément marquée par les politiques de conservation, la zone d'étude est représentative de la façon dont prend forme la violence aux abords des espaces protégés dans le pays et illustre les modalités par lesquelles s'exerce le contrôle de l'État sur ses marges territoriales, suivant un cadre d'intervention classique (Giraut *et al.*, 2004 ; Ramutsindela, 2004). Les vestiges discernés sur la photographie ci-contre (fig. 6) sont les témoins d'une violence directe de la part des forces de l'ordre, qui ont contraint les habitants à évacuer les lieux et à démolir leurs maisons de chaume de leurs propres mains. À ce titre, le cas de la parcelle occupée met en lumière la façon dont les espaces vécus sont conditionnés par les expressions quotidiennes d'un autoritarisme situé (Bayart, 1976).



## CONCLUSION

Le sens figuré de la visibilité peut ainsi s'appliquer aux rivalités auxquelles se livrent les groupes sociaux dans un monde social donné, mais aussi aux phénomènes qui le traversent. En ce sens, le corpus de données met en exergue la façon dont les injustices associées à la question foncière dans le nord-ouest du Zimbabwe ne sont pas seulement subies par les individus et les groupes sociaux, qui s'organisent collectivement pour émettre des arrangements et des résistances à l'échelle microlocale (Scott, 1985). Ce cas d'étude, aux dimensions moins caricaturales que d'autres, offre un cadre d'investigation utile pour penser des outils de caractérisation des conflits en contexte autoritaire.

## RÉFÉRENCES

- Bayart J.F., 1976, « L'analyse des situations autoritaires : étude bibliographique », *Revue française de science politique*, n° 26, p. 483-520.
- Compagnon D., 2011, *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the Collapse of Zimbabwe*, Philadelphie (PA), University of Pennsylvania Press.
- Giraut F., Guyot S., Houssay-Holzschuch M., 2004, « Les aires protégées dans les recompositions territoriales africaines », *L'Information géographique*, 68(4), p. 340-368.
- GoZ (Government of Zimbabwe), 2014, *Rural Livelihoods Assessment Report*, Harare, ZimVAC.
- McGregor J., 2005, « The Social Life of Ruins: Sites of Memory and the Politics of a Zimbabwean Periphery », *Journal of Historical Geography*, 31(2), p. 316-337.

<sup>3</sup> Une particularité scientifico-institutionnelle de la zone d'étude est qu'elle héberge une zone atelier du CNRS, c'est-à-dire un dispositif dédié à assurer un service de recherche de long terme sur des questions d'environnement et d'interactions dits « hommes-milieus ». Les publications scientifiques produites sur la zone portent de façon prépondérante sur la faune et la flore du parc de Hwange, sa société ayant été peu documentée sur le plan empirique.

Milian J., Rodary E., 2010, « La conservation de la biodiversité par les outils de priorisation », *Revue Tiers Monde*, n° 2, p. 33-56.

Peterson M. N., Birckhead J. L., Leong K., Peterson M. J., Peterson T. R., 2010, « Rearticulating the Myth of Human-Wildlife Conflict », *Conservation Letters*, 3(2), p. 74-82.

Ramutsindela M., 2004, *Parks and People in Postcolonial Societies: Experiences in Southern Africa*, Cham, Springer, « GeoJournal Library ».

Scott J.C., 1985, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven (CT), Yale University Press [1<sup>re</sup> éd].

Voirol O., 2005, « Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, n° 129, p. 9-36.

## **L'AUTRICE**

**Zénaïde Dervieux**

MNHN – CESCO & PRODIG

[zenaide.dervieux@gmail.com](mailto:zenaide.dervieux@gmail.com)